

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SOMAFI-SOGUAFI

Société Anonyme au capital de 21 181 215 euros
Siège social : Dillon, 8 Lotissement Bardinnet – 97200 Fort-de-France (Martinique)
303 160 501 R.C.S. Fort de France

Comptes sociaux au 31 décembre 2024
approuvés par l'Assemblée générale Mixte du 28 mai 2025

I. — Bilan

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-	-
Effets Publics et valeurs assimilées	15 - 29a - 30	-	-
Créances sur les établissements de crédit	13 - 26a - 29a - 30	120 752	932
Opérations avec la clientèle	14 - 26a - 29a - 30	345 706	221 566
Obligations et autres titres à revenu fixe	15	-	27 522
Actions et autres titres à revenu variable	15	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	16	-	-
Parts dans les entreprises liées	16 - 29a	-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat	17 - 26a	254 717	204 027
Location simple	17 - 26a	213	525
Immobilisations incorporelles	18	127	197
Immobilisations corporelles	18	715	663
Capital souscrit non appelé		15 886	-
Autres actifs	19	1 252	1 838
Comptes de régularisation	20	13 057	25 901
Total de l'actif		752 425	483 170

Passif	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	21 - 29a - 30	675 893	319 265
A vue		110 269	19 436
A terme		565 624	299 828
Opérations avec la clientèle	22 - 29a - 30	726	105 991
A vue		726	785
A terme		-	105 205
Dettes représentées par un titre	23 - 29a - 30	-	-
Autres passifs	24	8 524	6 031
Comptes de régularisation	25	16 247	8 678
Provisions pour risques et charges	26	14 650	3 930
Dettes subordonnées	27 - 29a - 30	21 419	20 250
Fonds pour risques bancaires généraux		-	-
Capitaux propres hors FRBG	28	14 966	19 026
Dont Capital souscrit		21 181	21 181
Dont Primes d'émission		-	24 295
Dont Réserves		19 026	2 118
Dont Report à nouveau		-	-18 063
Dont Résultat de l'exercice		-25 241	-10 505
Total du passif		752 425	483 170

Hors bilan	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement	23 562	25 755
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-

Dont participations	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	23 562	25 755
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Total	23 562	25 755
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de financement reçus de la clientèle	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie	28 223	19 804
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie reçus de la clientèle	28 223	19 804
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Total	28 223	19 804

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	02	30 425	18 580
Intérêts et charges assimilés	02	-11 050	-4 922
Produits sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	105 691	74 646
Charges sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	-82 340	-69 186
Produits sur opérations de location simple	03	571	517
Charges sur opérations de location simple	03	-341	-1 064
Revenus des titres à revenu variable	04	-	-
Commissions (produits)	05	5 438	4 492
Commissions (charges)	05	-8 232	-1 973
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	06	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	06	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	07	4 376	4 956
Autres charges d'exploitation bancaire	07	-40 627	-52
Produit net bancaire		3 910	25 994
Charges générales d'exploitation	08	-35 978	-29 987
Charges de personnel		-17 001	-9 870
Autres frais administratifs		-18 977	-20 116
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-326	-319
Résultat brut d'exploitation		-32 394	-4 312
Coût du risque	09	7 141	-6 222

Résultat d'exploitation		-25 253	-10 533
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	10	12	28
Résultat courant avant impôts		-25 241	-10 505
Impôt sur les bénéfices	11	-	-
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	12	-	-
Résultat net		-25 241	-10 505

III. — Affectation du résultat

Constatant que l'exercice 2024 se solde par un résultat déficitaire de 25 241 133,32 euros, l'Assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice au compte « Report à Nouveau » pour un montant de -25 241 133,32 euros.

Ainsi, le compte « Report à Nouveau » s'établirait à -25 241 133,32 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, relatives à l'information sur les distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents, nous vous rappelons que :

- Il n'a pas été effectué de distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents ;
- Qu'il ne sera pas proposé de distribution de dividendes au titre de l'exercice social clos le 31 décembre 2024.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Notes annexes aux états financiers

Note 1. – Principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes sociaux de SOMAFI-SOGUAFI S.A. ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-07 du 26 novembre 2014. Le règlement n°2020-10 de l'ANC du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC n°2014-07 et portant principalement sur l'épargne réglementée et le prêt de titres n'a pas eu d'impact sur les comptes de SOMAFI-SOGUAFI S.A. au 31 décembre 2024.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

SOMAFI-SOGUAFI S.A présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2024 a été marqué par les événements significatifs suivants :

1. – Signature d'un accord collectif portant rupture conventionnelle

Au terme d'une négociation engagée en juin 2024, la direction de la SOMAFI-SOGUAFI et les organisations syndicales représentatives de la société ont signé, le 01 août 2024, un accord portant rupture conventionnelle collective au sein de SOREFI, étant précisé que 30 salariés sont partis ou partiront dans le cadre de cette rupture conventionnelle collective au plus tard le 31 mars 2025.

2. – Réduction suivie d'une augmentation de capital social

Par décisions de l'Assemblée Générale extraordinaire du 26 décembre 2024, les Actionnaires de la société Somafi-Soguafi, My Money Bank et Sorefi, ont décidé de procéder à une réduction de capital social d'un montant de 21 181 215 euros, motivée par des pertes, réalisée par diminution de la valeur nominale de chaque action qui est passée de 15 euros à 0 euro.

A la suite de cette réduction de capital, les Actionnaires ont décidé d'augmenter ce dernier d'un montant de 21 181 215 euros, par élévation de la valeur nominale des actions, celle-ci passant de 0 euro par action à 15 euros, libéré à hauteur de 25 %, soit 5 295 303,75 euros.

Le prix de souscription des 1 412 081 actions a été libéré à hauteur de 25 % en numéraire à la souscription, le 27 décembre 2024, et est divisé entre les Actionnaires comme il suit :

- My Money Bank : souscription à 1 412 078 actions, libérées à hauteur de 25 %, soit 5 295 292,50 d'euros ;
- Sorefi : souscription à 3 actions, libérées à hauteur de 25 %, soit 11, 25 euros.

L'objectif de cette l'opération était d'absorber les pertes cumulées d'un montant de 28 568 414,58 euros constatées par le Conseil d'administration, sur les comptes intermédiaires de la Société au 30 septembre 2024, lors de sa réunion du 11 décembre 2024.

3. – Projet de transformation du Groupe CCF

Lors de la réunion du conseil d'administration de My Money Bank en date du 3 décembre 2024, le directeur Général de My Money Bank a présenté le projet de transformation du Groupe à horizon 2026.

Ledit projet a également été présenté, pour discussion, au CSE de My Money Bank lors de la réunion s'étant tenue le 4 décembre 2024. Ce projet comprend notamment 270 initiatives regroupées en 31 programmes représentant 202 millions d'euros d'économies nettes, ainsi que des investissements stratégiques de 100 millions d'euros, hors TVA, pour mener à bien toutes ces initiatives.

Le conseil d'administration de la société CCF Holding a décidé le même jour de mettre en place un comité Ad Hoc du conseil d'administration (« Phoenix Committee ») afin de suivre le projet de transformation du Groupe et les investissements stratégiques y afférents au niveau du Groupe, ayant une fréquence à minima mensuelle.

4. – Opérations de titrisation et de refinancement

Conformément à sa stratégie de refinancement, le groupe a procédé au cours du premier trimestre 2024 au rachat total des portefeuilles cédés aux fonds EmeraldOne et SapphireOne Auto 2022-1 entraînant la liquidation de ces fonds, pour un montant de respectivement 269 et 480 millions d'euros avec amortissement total de l'ensemble des passifs en date du 26 février 2024.

5. – Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société – Effet du changement climatique et stratégie bas-carbone

CCF Holding publie dans son rapport de durabilité – CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) ses impacts, risques et opportunités sur les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance ainsi que le pilotage mis en place sur l'ensemble de ces enjeux.

Ce rapport décrit notamment les risques financiers liés aux effets du changement climatique ainsi que les mesures prises par le Groupe CCF pour les réduire.

Les informations contenues dans ce rapport de durabilité concernent l'ensemble des entités du Groupe CCF dont SOMAFI-SOGUAFI fait partie.

Le Groupe est principalement exposé aux risques climatiques au travers de ses activités de financement, de ses activités d'investissement, via la détention de titres principalement émis par des entreprises ou des Etats, des agences et biens immobiliers qu'il possède ou qu'il occupe (agences et siège en France et dans les Doms).

6. – Opérations de cession de créances au cours de l'année 2024

Au cours de l'année 2024, la société Somafi-Soguafi a réalisé trois opérations de cession de créances d'encours douteux pour un montant total de 53 M€. La première en avril 2024, la seconde en juillet 2024 et enfin la dernière en octobre 2024. Les deux dernières opérations s'inscrivent dans le contexte de « Forward Flow » contractualisées avec EOS.

Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthodes n'a affecté les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Operations de crédit-bail et de location simple

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, la société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Les biens détenus font l'objet majoritairement d'un amortissement linéaire et pour une partie non significative de l'encours d'un amortissement dégressif. La durée d'amortissement retenue est la durée normale d'utilisation des biens concernés. Les véhicules sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans depuis juin 2015.

Les moins-values comptables de cessions sont comptabilisées dans les charges sur opérations de crédit-bail.

Immobilisations temporairement non-louées

Le compte des immobilisations temporairement non-louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié ou est arrivé en fin de période de location. La valeur nette des immobilisations temporairement non louées fait l'objet d'une dépréciation à 100 %.

Comptabilité financière

Pour les besoins de la consolidation du Groupe CCF, la société SOMAFI-SOGUAFI S.A. émet une balance générale en normes comptables françaises sur la base d'une vision économique (Comptabilité financière).

L'encours financier correspond au capital restant dû à la date de la dernière échéance facturée autrement dit à l'investissement réalisé, c'est-à-dire au prix d'acquisition, hors taxes récupérables, du matériel loué figurant en immobilisation de crédit-bail et de location simple à l'actif du bilan.

L'amortissement financier correspond à la part du loyer hors taxe affectée à l'amortissement du montant initial financé après rémunération à un taux d'intérêt déterminé du capital restant dû.

La différence entre le résultat comptable et le résultat financier issu de la comptabilité financière constitue la réserve latente ou marge financière. La note 14 décrit le passage du bilan social au bilan financier, justifiant ainsi la marge financière.

Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en deux grandes catégories, le financement aux particuliers et aux entreprises d'une part et la location d'autre part.

Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux. Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

Dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous distinguons :

- le crédit Vente à Terme (VAT) ;
- le crédit automobile ;
- l'équipement des ménages ;
- les prêts personnels ;

Dans la location automobile, nous distinguons :

- pour les entreprises : la Location Longue Durée et le Crédit-Bail ;
- pour les particuliers : la Location avec Option d'Achat.

Conformément au CRC 2009-03, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Créances saines

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la société, ne présentent pas de risque de non-recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois.

Créances douteuses

SOMAFI-SOGUAFI S.A. applique la réglementation définie par le règlement de l'ANC 2014-07, Livre 2, Titre 2 relatif au traitement comptable du risque de crédit. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- un risque probable ou certain de non-recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobilier) ;
- un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- l'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées à des conditions afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutif à une situation financière dégradée pour le client, soit à la suite d'un jugement en application de la loi Neiertz.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux. Ces créances restructurées incluent les reports d'échéances liés à la crise sanitaire de 2020.

Dépréciations

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les courbes utilisées pour déterminer les dépréciations sur les encours douteux sont les suivantes :

- Une segmentation « Auto Particuliers »
- Une segmentation « Auto-Entreprises »
- Une segmentation de crédit consommation (prêt personnel et crédit revolving).

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrécouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur montant net de dépréciations. Les dépréciations affectées, appréciées en fonction de la probabilité de perte finale, sont portées en déduction du poste de l'actif correspondant.

Au passif du bilan, sont inscrites les provisions concernant les engagements par signature ainsi que les provisions destinées à couvrir le risque de non-recouvrement constituées dès l'octroi des financements sur la clientèle.

Provisions sur portefeuilles homogènes

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la société comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

Provision pour marge financière négative

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Cette analyse est réalisée pour l'ensemble du portefeuille de crédit-bail concerné, les dossiers de crédits-baux présentant une marge financière négative étant compensés par les dossiers de crédit-baux à marge positive. Au 31 décembre 2024, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

Comptes créditeurs de la clientèle

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire ;
- Matériels : de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet ;
- Logiciels acquis :
 - 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché ;
 - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

Dettes subordonnées

La société a contracté auprès de CCF Holding des dettes subordonnées. Ces dettes correspondent à une partie des emprunts souscrits par CCF Holding auprès du marché. Les dettes subordonnées, portées par CCF Holding auprès du marché, sont ainsi représentées par 2 types d'instruments présentant les caractéristiques suivantes :

- Des obligations subordonnées perpétuelles (« AT1 » ou « Additional Tier One »), émises en juin 2024 pour 225 millions d'euros, éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 1. Les instruments AT1 sont des obligations dont la maturité est perpétuelle, le remboursement s'effectuant, à partir de la 5^{ème} année (via l'exercice d'une option de rachat), à la discrétion de l'émetteur, si ses ratios de solvabilité le permettent et sous réserve de l'accord du régulateur. Le paiement du coupon – 9,25 % - est discrétionnaire. Les obligations AT1 de My Money Group sont cotées sur le marché parisien Euronext.
- Des obligations subordonnées (« Tier 2 »), émises en juillet 2021 pour 100 millions d'euros et éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 2. Ces instruments Tier 2 permettent de renforcer et de diversifier la structure de fonds propres du Groupe pour consolider ses ratios de solvabilité et soutenir le développement de ses activités. L'instrument a également été structuré de sorte à renforcer la solvabilité du Groupe conformément aux règles fixées par la méthodologie de l'agence de notation S&P (Ratio RAC). Le coupon est fixé à 5,25 % l'an. Les instruments Tier 2 de My Money Group sont cotés sur Euronext Paris.

Les coûts de mise en place de ces opérations (initialement supportés par CCF Holding), sont étalés sur une durée de 5 années (call option date).

Les intérêts courus non échus sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conditions de subordination

Pour l'AT1 :

- Subordination dans l'ordre des créanciers (seules les actions sont plus juniors).
- Paiement du coupon discrétionnaire (à la main de l'émetteur).
- Mécanisme d'absorption des pertes si le ratio de solvabilité CET1 passe sous 5,125 %, auquel cas l'AT1 se transforme en capital CET1 ou dévalué.

Pour le Tier 2 :

- Subordination dans l'ordre des créanciers (seules les actions et l'AT1 sont plus juniors).

Mécanisme d'absorption des pertes si le ratio de solvabilité CET1 passe sous 7 %, auquel cas le Tier 2 se transforme en capital CET1 ou dévalué.

Intérêts et commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû conformément à l'application du règlement ANC 2014-07.

Commissions d'apporteurs d'affaires payées d'avance

Des commissions ont été payées d'avance à certains apporteurs en contrepartie de l'apport de dossiers de financement sur une période donnée. Sauf disposition contractuelle contraire, ces commissions payées d'avance font l'objet d'un étalement sur la durée de la convention avec l'apporteur d'affaires.

Engagements pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail

SOMAFI-SOGUAFI S.A. octroie à ses salariés des indemnités de fin de carrière (IFC) et de médailles de travail. Des provisions sont comptabilisées au passif du bilan pour couvrir les engagements futurs.

L'évaluation de ces provisions est réalisée annuellement par le cabinet d'actuariat Mercer. Pour déterminer la charge de l'année, les engagements ont fait l'objet d'une actualisation financière au taux de 3,40 % contre 3,20 % l'année précédente.

Impôt sur les bénéfices

Depuis le 1^{er} janvier 2018, une intégration fiscale a été mise en place avec la société CCF Holding (ex Promontoria MMB) comme tête de groupe et comme sociétés participantes, My Money Bank, Somafi-Soguafi et Sorefi.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement marquant n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice ou n'est à venir.

Autres informations

Consolidation des comptes

Les comptes de SOMAFI-SOGUAFI sont consolidés dans le groupe CCF – 103, rue de Grenelle - 75007 Paris 820 982 619 R.C.S Paris par la méthode de l'intégration globale.

Contrôle fiscal

SOMAFI-SOGUAFI S.A. ne fait l'objet d'aucun contrôle fiscal en cours au 31 décembre 2024.

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (ART L511-45 du CMF/Avis CNC N°2009-11) :

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons que SOMAFI-SOGUAFI n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les notes annexes aux comptes consolidés de Groupe CCF.

Note 2. – Intérêts, produits et charges assimilées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés		
Opérations avec les établissements de crédit	236	557
Opérations avec la clientèle	29 381	18 023
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	808	-
Produits sur prêts subordonnés	-	-
Sous-total	30 425	18 580
Intérêts et charges assimilés		
Opérations avec les établissements de crédit	-14 813	-69
Opérations avec la clientèle	5 453	-4 853
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	-	-
Charges sur dettes subordonnées	-1 691	-

Sous-total	-11 050	-4 922
Total	19 375	13 658

Note 3. – Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations simples

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Loyers, indemnités et produits divers	88 135	69 938
Reprise de provisions	-	157
Plus-values de cessions	4 746	3 401
Récupérations sur créances amorties	-	12
Reprise des dépréciations créances douteuses	12 810	1 138
Sous-total	105 691	74 646
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Intérêts et charges assimilées	-832	-7 220
Dotation aux amortissements	-71 430	-56 710
Dotation aux provisions	-1 239	-
Moins-values de cessions	-1 824	-2 417
Pertes sur créances irrécouvrables	-371	-1 132
Dotation des dépréciations créances douteuses	-6 645	-1 707
Sous-total	-82 340	-69 186
Total	23 351	5 460

Note 4. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Revenu des titres à revenu variable		
Titres de placement et autres titres de l'activité de portefeuille	-	-
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-
Total	-	-

Note 5. – Commissions produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Commissions et produits assimilés		
Opérations avec la clientèle	584	-
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations de change	-	-
Opérations sur titres	-	-
Gestion d'actifs et assurance vie	-	-
Courtage d'assurance	4 854	4 492
Engagement de financement et de garantie	-	-
Prestations de service financier diverses	-	-
Sous-total	5 438	4 492
Commissions et charges assimilées		
Opérations avec la clientèle	-8 031	-1 779
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Gestion d'actifs et assurance vie	-	-
Engagement de financement et de garantie	-	-
Prestations de service financier diverses	-201	-194
Sous-total	-8 232	-1 973

Total	-2 794	2 519
-------	--------	-------

Note 6. – Gains ou pertes sur opérations sur portefeuilles de titres

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de négociation		
Opérations de change	-	-
Opérations sur instruments financiers	-	-
Sous-total	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés		
Plus ou moins-value sur cession de titres de placement	-	-
Perte sur détitrisation	-	-
Variation de la provision sur parts des FCT et autres titres	-	-
Sous-total	-	-
Total	-	-

Note 7. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Autres produits d'exploitation bancaire		
Produits liés à l'assurance	3 901	2 079
Prestations intra-groupe & charges refacturées	434	2 539
Produits accessoires	42	286
Transfert de charges	-	-
Reprises de provisions	-	52
Sous-total	4 376	4 956
Autres charges d'exploitation bancaire		
Debt sales	-40 627	-
Cotisation au Fonds de Garantie des Dépôts & Résolution	-	-
Autres	-0	-0
Dotation & reprise de provisions	-	-52
Sous-total	-40 627	-52
Total	-36 251	4 903

Note 8. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Charges générales d'exploitation		
Charges de personnel	-17 001	-9 870
Frais de personnel	-13 996	-6 532
Charges de retraite	-388	-606
Autres charges sociales	-2 563	-2 594
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-55	-138
Participation et intéressements des salariés	-	-
Autres frais administratifs	-18 977	-20 116
Autres frais administratifs	-14 466	-15 994
Jetons de présence	-	-
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-4 511	-4 122
Total	-35 978	-29 987

Effectif moyen de l'exercice

	Exercice 2024	Exercice 2023
Effectif moyen de l'exercice (ETP)		
Techniciens	79	85
Cadres	35	34
Total	114	119

Note 9. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Coût du risque		
Coût du risque sur clientèle	7 577	-6 204
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-4 431	-7 051
Reprises sur provisions sur créances douteuses	16 081	2 617
Dotations aux provisions sur la clientèle	-5 473	-392
Reprises sur provisions sur la clientèle	1 205	1 418
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-2 946
Récupérations sur créances amorties	66	150
Actualisation CRC 2005-03	129	-
Décote sur restructurés	-	-
Autres opérations	-437	-
Risque opérationnel	-	-18
Cessions de créances	-	-
Total	7 141	-6 222

Note 10. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Immobilisations financières	-	-
Plus ou moins-values sur titres	-	-
Variation des dépréciations sur titres	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	12	28
Plus-value	28	84
Moins-value	-15	-57
Variation des dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	12	28

Note 11. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôt sur les bénéfices		
Impôt exigible de l'exercice	-	-
Impôt exigible au titre de redressements sur exercices antérieurs	-	-
Crédit Impôt Mécénat	-	-
Profit d'intégration	-	-
Variation des provisions pour risques	-	-
Total	-	-

Note 12. – Dotations et reprises de FRBG et provisions réglementées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		
Dotation à la provision pour FRBG	-	-
Reprise de la provision pour FRBG	-	-
Total	-	-

Note 13. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur les établissements de crédit		
Créances à vue	120 752	932
Créances à terme	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Total	120 752	932

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	120 752	932
≤ 3 mois	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
> 5 ans	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
Total	120 752	932

Note 14. – Créances sur la clientèle

Par type de créances

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur la clientèle par nature		
Créances sur la clientèle	339 400	213 536
Créances commerciales	-	-
Crédits à l'exportation	-	-
Crédits de trésorerie	339 400	213 536
Crédits à l'équipement	-	-
Crédits à l'habitat	-	-
Autres crédits	-	-
Prêts à la clientèle financière	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	-	-
Valeurs non imputées	-	-
Créances douteuses	12 819	26 323
Dépréciation des créances sur la clientèle	-6 514	-18 294
Total	345 706	221 566

Par qualité d'encours

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur la clientèle par qualité		
Encours sains	339 400	213 536
Encours douteux (net)	6 305	8 029
Encours douteux (brut)	13 567	26 323
Dont compromis	6 057	24 473
Dépréciation des créances sur la clientèle	-6 514	-18 294
Décote sur encours racheté douteux	-748	-
Total	345 706	221 566
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-6 950	-2 682

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur la clientèle éligible au refinancement de l'IEDOM par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Sous-total	-	-
Créances sur la clientèle non éligible au refinancement de l'IEDOM par durée résiduelle		
Créances rattachées	1 379	850
Autres éléments non ventilables	6 613	9 342
≤ 3 mois	25 232	16 636
> 3 mois et ≤ 1 an	80 914	48 043
> 1 an et ≤ 5 ans	206 402	127 073
> 5 ans	25 166	19 621
Sous-total	345 706	221 566
Total	345 706	221 566

Créances à la clientèle par agent économique

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Créances saines	Créances douteuses nettes de dépréciations	Créances saines	Créances douteuses nettes de dépréciations
Sociétés non financières	43 146	674	38 908	482
Entrepreneurs individuels	14 148	410	8 249	298
Particuliers	281 855	5 211	166 225	7 250
Autres agents non financiers	119	-	21	-
Clientèle financière	132	0	115	0
Administrations centrales	-	11	19	-
Total	339 400	6 305	213 536	8 029

Passage du bilan social au bilan financier

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Social	Financier	Social	Financier
Encours nets				

Encours sains	249 283	268 052	321 124	108 235
Immobilisations nettes ou Capital restant dû	248 817	267 843	320 437	107 973
Immobilisation en cours	-	-	-	-
Impayés sains	209	209	261	261
ICNE	256	-	425	-
Encours douteux	4 130	7 593	13 355	14 941
Capital restant dû	-	3 479	-	1 585
Impayés douteux	4 112	4 112	13 355	13 355
ICNE	18	1	-	1
Dépréciations de créances douteuses	-1 602	-2 545	-7 961	-8 433
Sous-total	251 811	273 100	326 518	114 743
Divers				
Marge financière		-17 302		210 240
Loyers perçus d'avance ou Agios perçus d'avance	-3 075	-818	-2 022	-357
Dépréciation de CRD douteux	-131	-233	-129	-178
Complément de provisions	-	-6 141	-	-81
Provision pour marge financière négative	-	-	-	-
Total	248 606	248 606	324 367	324 367

Note 15. – Portefeuille de titres de placement et d'investissement

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Portefeuille des titres de placement et d'investissement		
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Titres de placement	-	-
Dépréciation sur titres de placement	-	-
Créances rattachées sur titres de placement	-	-
Titres d'investissement	-	-
Créances rattachées sur titres d'investissement	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	27 522
Titres de placement	-	27 500
Dépréciation sur titres de placement	-	-
Créances rattachées sur titres de placement	-	22
Titres d'investissement	-	-
Créances rattachées sur titres d'investissement	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres de placement	-	-
Créances rattachées sur actions et autres titres à revenu variable	-	-
Total	-	27 522

Décotes et surcotes nettes restant à amortir

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Décotes/Surcotes nettes restant à amortir		
Titres de placement		
Décote/surcote	-	-
Titres d'investissement		
Décote/surcote	-	-
Total	-	-

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	22
Autres éléments non ventilables	-	27 500
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	27 522

Note 16. – Participations et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Parts dans les entreprises liées		
Filiales (50 % du capital détenu)	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciation	-	-
Sous-total	-	-
Dont établissements de crédit	-	-
Participations		
Participations (10 à 50 % du capital détenu)	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciation	-	-
Autres Participations (<10 % du capital détenu)	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciation	-	-
Sous-total	-	-
Dont établissements de crédit	-	-
Total	-	-

Note 17. – Opérations de crédit-bail et location simple

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Opérations de Crédit-Bail et location avec options d'achat		
Crédit-Bail - Immobilisations (valeur nette)	252 311	201 843
Immobilisations (valeur brute)	426 912	347 001
Amortissements cumulés	-174 601	-145 159
Crédit-Bail - Dépréciations des encours	-3 828	-2 589
Crédit-Bail - Décote/Encours racheté	-558	-294
Crédit-Bail - Créances saines (valeur nette)	4 902	2 844
Crédit-Bail - Créances douteuses (valeur nette)	1 890	2 222
Créances douteuses (valeur brute)	4 193	10 106
Dont compromis	3 591	-
Dépréciation des créances	-1 721	-7 884
Décote sur encours racheté douteux	-582	-

Sous-total	254 717	204 027
Opérations de location simple		
Location Simple - Immobilisations (valeur nette)	210	473
Immobilisations (valeur brute)	1 615	1 886
Amortissements cumulés	-1 405	-1 412
Location Simple - Dépréciations des encours	-2	-2
Location Simple - Décote/Encours racheté	-	-
Location Simple - Créances saines (valeur nette)	2	4
Location Simple - Créances douteuses (valeur nette)	2	50
Créances douteuses (valeur brute)	14	257
Dont compromis	8	-
Dépréciation des créances	-11	-206
Sous-total	213	525
Total	254 931	204 552

Note 18. – Immobilisations et amortissements

Variation des immobilisations sur la période

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Variations 2024			Au 31/12/2023
	Valeur brute (1)	Acquisitions	Cessions / Sorties	Transferts / Autres	Valeur brute (1)
Immobilisations incorporelles					
Mali de fusion	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-	-
Concessions, licences, logiciels et autres	701	-	-	-	701
Sous-total	701	-	-	-	701
Immobilisations corporelles					
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-	-
Matériel et mobilier	1 984	320	-116	-	1 780
Autres immobilisations corporelles	719	3	-10	-	727
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
Sous-total	2 704	323	-127	-	2 507
Immobilisations financières					
Titres de placement	-	-	-27 522	-	27 522
Titres d'investissement	-	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-27 522	-	27 522
Total	3 405	323	-27 649	-	30 731

(1) Hors créances rattachées

Variations des amortissements sur la période

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Variations 2024		Au 31/12/2023
	Dépréciations ou amortissements cumulés	Dotations	Reprises	Dépréciations ou amortissements cumulés
Immobilisations incorporelles				
Mali de fusion	-	-	-	-
Fonds commercial	-80	-	-	-80
Concessions, licences, logiciels et autres	-494	-70	-	-424

Sous-total	-574	-70	-	-504
Immobilisations corporelles				
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-
Matériel et mobilier	-1 286	-188	60	-1 158
Autres immobilisations corporelles	-703	-15	-2	-686
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Sous-total	-1 989	-203	58	-1 844
Immobilisations financières				
Titres de placement	-	-	-	-
Titres d'investissement	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
Total	-2 563			-2 348

Variation nette des immobilisations

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024			Au 31/12/2023		
	Valeur brute (1)	Dépréciations ou amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute (1)	Dépréciations ou amortissements cumulés	Valeur nette
Immobilisations incorporelles						
Mali de fusion	-	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-80	-80	-	-80	-80
Concessions, licences, logiciels et autres	701	-494	207	701	-424	277
Sous-total	701	-574	127	701	-504	197
Immobilisations corporelles						
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Matériel et mobilier	1 984	-1 286	698	1 780	-1 158	622
Autres immobilisations corporelles	719	-703	17	727	-686	41
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Sous-total	2 704	-1 989	715	2 507	-1 844	663
Immobilisations financières						
Titres de placement	-	-	-	27 520	-	27 520
Titres d'investissement	-	-	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	27 520	-	27 520
Total	3 405	-2 563	842	30 728	-2 348	28 380

Note 19. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Autres actifs		
Dépôts, avances et cautionnements	204	1 283
Comptes de règlement débiteur sur opérations sur titres	-	-
Fournisseurs débiteurs	1	9
Personnel	-40	28
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes contestés et divers	-	-
Etat et collectivités publiques, IS	-	-

Etat et collectivités publiques, TVA	1 010	394
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances	-	-
Instruments conditionnels de taux d'intérêts - Achat (Prime Swap / Swaption)	-	-
Apporteurs et partenaires	-	-
Divers	77	124
Divers douteux	-	-
Total	1 252	1 838

Note 20. – Comptes de régularisation (actif)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Comptes de régularisation (ACTIF)		
Valeurs reçues à l'encaissement	-	9
Compte d'ajustement sur devises	-	-
Pertes potentielles sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	-	-
Charges à répartir	182	320
Charges constatées d'avance	78	126
Produits à recevoir	5 113	2 214
Assurances & partenaires	4 326	1 735
Produits financiers à terme	-	-
Autres	787	479
Comptes de régularisation divers	7 684	23 231
Impôt différé - prêts à taux zéro	-	-
Autres	7 684	23 231
Total	13 057	25 901

Note 21. – Dettes envers les établissements de crédit

Dettes envers les établissements de crédit par nature

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes à vue	110 269	19 436
Dettes à terme	565 624	299 828
Total	675 893	319 265

Ventilation des dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit par durée résiduelle		
Dettes rattachées	12 624	2 828
Autres éléments non ventilables	110 269	19 436
≤ 3 mois	-	49 000
> 3 mois et ≤ 1 an	42 000	107 000
> 1 an et ≤ 5 ans	511 000	141 000
> 5 ans	-	-
Total	675 893	319 265

Note 22. – Dettes envers la clientèle

Dettes envers la clientèle par nature de dette

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers la clientèle		
Comptes ordinaires créditeurs	15	15
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-
A vue	-	-
A terme	-	-
Autres dettes envers la clientèle	711	770
A vue	711	770
A terme	-	-
Dettes à terme avec clientèle financière	-	105 205
Total	726	105 991

Ventilation des dettes clientèle par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers la clientèle par durée résiduelle		
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	659	785
≤ 3 mois	2	601
> 3 mois et ≤ 1 an	22	2 577
> 1 an et ≤ 5 ans	43	90 663
> 5 ans	-	11 365
Total	726	105 991

Note 23. – Dettes représentées par titre

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes représentées par un titre		
Emprunts obligataires	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Total	-	-

Ventilation des dettes représentées un titre par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes représentées par un titre par durée résiduelle		
Emprunts obligataires	-	-
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	-

Note 24. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Autres passifs		
Dépôts, avances et cautionnements	-	-
Dépôts de garantie reçus sur locations (CB)	67	97
Fournisseurs	323	141
Opérations de crédit-bail et location simple	-	-
Personnel - divers	843	889
Personnel - participation des salariés & intéressement	18	25
Sécurité sociale et organismes sociaux	1 766	828
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes & divers	130	368
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques - TVA	686	137
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances & assistance	847	806
Frais de recouvrement	-	-
Apporteurs & partenaires	-	1 920
Divers	3 843	819
Total	8 524	6 031

Note 25. – Comptes de régularisation (passif)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Comptes de régularisation (passif)		
Compte d'ajustement sur devises	-	-
Gains sur contrats de couverture d'IFT	-	-
Gains potentiels sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	-	-
Gains à étaler sur contrats de couverture d'IFT dénoués	-	-
Produits constatés d'avance	3 075	2 022
Opérations de crédit	-	-
Opérations de crédit-bail et location	3 066	2 022
Produits financiers autres	-	-
Etalement du prêt à taux 0 %	-	-
Divers	9	-
Charges à payer	13 172	6 656
Charges financières - Autres	-	-
Commissions et points fidélités	5 450	3 760
Refacturation groupe	-	-
Comptes de régularisation divers	7 721	2 896
Total	16 247	8 678

Note 26. – Provisions pour risques et charges

Provisions bancaires et non-bancaires

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Variations 2024		Au 31/12/2023
	Provisions	Dotations	Reprises	Provisions
Provisions non-bancaires				
Charges de retraite complémentaire	359	-	-313	672
Redressements fiscaux	-	-	-	-
Divers non-bancaire	6 905	11 380	-5 052	577
Sous-total	7 264	11 380	-5 365	1 249
Provisions bancaires				

Risques sur engagements hors-bilan	437	437	-	-
Sur la clientèle	6 950	5 473	-1 205	2 682
Litiges clients	-	-	-	-
Epargne logement	-	-	-	-
Sous-total	7 387	5 910	-1 205	2 682
Total	14 650	17 290	-6 570	3 930

Principales dépréciations déduites de l'actif

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Variations 2024		Au 31/12/2023
	Dépréciations cumulées	Dotations	Reprises	Dépréciations cumulées
Titres et participations	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-
Créances	6 514	4 644	-16 423	18 294
Etablissements de crédit	-	-	-	-
Clientèle	6 514	4 644	-16 423	18 294
Crédit-bail	5 549	7 660	-12 587	10 477
Créances douteuses	1 721	6 421	-12 587	7 888
Immobilisations	3 828	1 239	-	2 589
Locations simples	13	157	-351	207
Créances douteuses	11	157	-351	204
Immobilisations	2	-1	-	2
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-
Total	12 075	12 460	-29 361	28 977

Note 27. – Dettes subordonnées

Par type d'emprunt subordonnés

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes subordonnées		
Emprunts subordonnés	10 000	10 000
Emprunts subordonnés à durée indéterminée	11 250	10 000
Dettes rattachées	169	250
Total	21 419	20 250

Ventilation des dettes subordonnées par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes subordonnées par durée résiduelle		
Dettes rattachées	169	250
Autres éléments non ventilables	11 250	10 000
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	10 000
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	10 000	-
Total	21 419	20 250

Note 28. – Capitaux propres

Détail des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Capitaux propres hors FRBG		
Prime d'apport	-	-
Capital souscrit appelé	5 295	21 181
Capital souscrit non-appelé	15 886	-
Primes d'émission	-	24 295
Réserve légale	-	2 118
Autres réserves	19 026	-
Provisions réglementées et subventions d'investissements	-	-
Report à nouveau	-	-18 063
Acomptes sur dividende	-	-
Résultat en instance d'approbation	-	-
Résultat de l'exercice	-25 241	-10 505
Total	14 966	19 026

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dividende	-	-
Nombre d'actions existantes	1 412 081	1 412 081

(En euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Quote-part de chaque action dans les capitaux propres	10,60	13,47
Résultat par action	-17,88	-7,44
Dividende net attribué à chaque action	-	-0,00

Evolution des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2023
Capitaux propres	19 026

(En milliers d'euros.)	Variations 2024
Augmentation de capital	
Report à nouveau (affectation des pertes cumulées)	28 568
Réduction de capital	-21 181
Primes d'émission	-24 295
Réserve légale	-2 118
Autres réserves	19 026
Augmentation de capital	21 181
Variation de capital ordinaire	
Résultat de la période	-25 241
Emission liée aux options de souscription d'actions	-
Acompte sur dividendes	-
Autres	-

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024
Capitaux propres	14 966

Proposition d'affectation du résultat

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024
Avant affectation du résultat	
Report à nouveau	-
Résultat de la période	-25 241
Proposition d'affectation du résultat (1)	
Dividendes	-
Réserve légale	-
Autres réserves	-
Report à nouveau	-25 241
Après affectation du résultat (1)	
Dividendes	-
Réserve légale	-
Autres réserves	-
Report à nouveau	-25 241
(1) Sous réserve de l'approbation de l'AG	

Note 29. – Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	120 752	932
Dont entreprises liées	120 752	-
Dont prêts subordonnés	-	-
Dont participations	-	-
Créances sur la clientèle	345 706	221 566
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable	-	27 522
Dont entreprises liées	-	27 522
Dont participations	-	-
Total	466 457	250 020
Passif		
Dettes envers les établissements de crédit	675 893	319 265
Dont entreprises liées	674 079	319 060
Dont participations	-	-
Comptes à vue créditeurs de la clientèle	726	785
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Comptes à terme créditeurs de la clientèle	-	105 205
Dont entreprises liées	-	105 205
Dont participations	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Dettes subordonnées	21 419	20 250
Dont entreprises liées	21 419	20 250
Dont participations	-	-
Total	698 038	445 505

Produits et charges de l'exercice sur prêts et emprunts subordonnés

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Produits de l'exercice sur prêts subordonnés	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Charges de l'exercice sur emprunts subordonnés	-1 691	-1 412

Dont entreprises liées	-1 691	-1 412
Dont participations	-	-
Total	-1 691	-1 412

Note 30. – Détail des intérêts (bilan)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Intérêts à recevoir		
Créances envers les banques centrales	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	1 379	850
Immobilisations financières	-	22
Comptes de régularisation actif	-	-
Total	1 379	872
Intérêts à payer		
Dettes envers les banques centrales	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	12 624	2 828
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	169	250
Comptes de régularisation passif	-	-
Total	12 793	3 078

Note 31. – Résultat des cinq derniers exercices

(En euros.)	2020	2021	2022	2023	2024
Capital en fin d'exercice					
Capital social	21 181 215	21 181 215	21 181 215	21 181 215	21 181 215
Nombre des actions ordinaires existantes	1 412 081	1 412 081	1 412 081	1 412 081	1 412 081
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	64 725 321	72 688 897	79 300 858	94 427 744	127 425 332
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-10 443 548	-3 182 860	-5 734 374	-10 185 976	-24 915 254
Impôt sur les bénéfices	-	-	-9 471	-	-
Participation et intéressement des salariés dus au titre de l'exercice	-	-	21 197	-	-
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-4 409 283	2 513 800	1 356 879	-4 308 360	-25 241 133
Résultat distribué	-	-	-	-	-
Résultats par action					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	-7,40	-2,25	-4,07	-7,21	-17,64
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-3,12	1,78	0,96	-3,05	-17,88
Dividende net attribué à chaque action	0,49	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	143	136	126	119	114
Montant de la masse salariale de l'exercice	7 523 806	7 655 561	6 721 877	6 532 486	13 995 527
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	3 745 428	3 521 305	3 247 109	3 199 500	2 950 964

V. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOMAFI-SOGUAFI S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport établi en application de l'article L.821-63, III, du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Estimation au titre du risque de crédit des dépréciations des créances clients

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société SOMAFI-SOGUAFI S.A. décrite dans le paragraphe « Dépréciations » de la note 1 de l'annexe aux comptes sociaux, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport établi en application de l'article L821-63, III du code de commerce

Nous avons établi le rapport prévu par l'article L.821-63, III du code de commerce qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à la connaissance de son destinataire, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également dans le rapport prévu par l'article L.821-63, III du code de commerce la déclaration prévue par l'article L.821-63 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Les commissaires aux comptes,
Paris La Défense et Paris, le 13 mai 2025

KPMG S.A.
Nicolas Bourhis
Associé

RSM PARIS
Sébastien Martineau
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition du public au Siège social de la société.